

Le dernier

INTENDANT

de PICARDIE

BRUNO D'AGAY



n° 13

Textes et
Documents
sur la
Somme



DE PAR LE ROI.

*FRANÇOIS - MARIE BRUNO, COMTE
D'AGAY, Chevalier, Seigneur de Villers, Mutigney,
Bemond & autres Lieux ; Conseiller du Roi en ses
Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel,
ancien Avocat - Général du Parlement de Besançon,
Intendant de Justice, Police, Finances, & des Troupes
de Sa Majesté en Picardie, Boulonois, Pays conquis
& reconquis.*

Bulletin du Service Educatif
des Archives de la Somme

Amiens, le 15 janvier 1986

AVANT-PROPOS

T.D.S aborde, avec ce numéro 13, sa troisième année. Nous renouvelons nos remerciements au Conseil général de la Somme, dont la générosité permet cette publication pédagogique, et à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, qui soutient chaleureusement notre entreprise.

Nous nous efforcerons, comme par le passé, de présenter aux maîtres et à leurs élèves un choix de thèmes et de documents aussi variés que possible, et utilisables de l'école élémentaire au lycée.

Toutes suggestions ou critiques, tous témoignages sur l'utilisation en classe de T.D.S. seront toujours les bienvenus.

Nous rappelons que T.D.S. est destiné aux bibliothèques des circonscriptions primaires et aux C.D.I. des établissements secondaires. Pour les enseignants, à titre individuel, et pour le grand public, le C.R.D.P. réédite chaque année, à prix coûtant, l'ensemble des T.D.S. de l'année précédente en un fascicule. (Année 1984 : en vente au C.R.D.P.)

A.M. COUVRET
Directeur des Services d'Archives

X. LOCHMANN
Professeur animateur du Service Educatif

INTRODUCTION

L'objectif de ce dossier est d'évoquer la personnalité et l'oeuvre de **Bruno d'AGAY**, dernier **intendant de Picardie**, l'un de ces grands administrateurs de la France d'Ancien Régime, dont l'activité, à bien des égards, rappelle celle de TURGOT à Limoges.

Il est évidemment impossible d'embrasser, dans le cadre modeste de ce bulletin, l'ensemble des domaines dont s'est occupé Bruno d'AGAY ; une thèse y suffirait à peine. Mais nous espérons que les documents présentés ici permettront à nos élèves de mieux comprendre quels étaient ces agents du pouvoir royal, "Commissaires départis pour l'exécution des ordres de Sa Majesté" dans les provinces, "Intendants de Justice, Police, Finances".

Les Intendants

Ces hauts fonctionnaires, mis peu à peu en place au XVIIe s., symboles de l'absolutisme royal, étaient "commissaires", et non "officiers" comme la plupart des fonctionnaires de l'époque. Ils n'étaient donc pas propriétaires d'une charge, mais, "commis" par le roi, ils étaient **révocables à tout moment**. Leurs attributions, soigneusement détaillées dans leur "commission" d'Intendant, étaient, comme le rappelle **M. Marion** dans son "**Dictionnaire des Institutions**", "...en vérité illimitées : finances (et particulièrement répartition des impôts), agriculture, industrie, ponts et chaussées, arts et métiers, commerce, marchés, mines, police, approvisionnements, état sanitaire, ordre public, moralité publique, assistance, recrutement des troupes, logement des gens de guerre, fournitures militaires, milices, étapes, soldes, affaires ecclésiastiques, religionnaires, collèges, librairie, Universités, administration des municipalités, tutelle des communautés, etc..., il n'est rien dont ils ne s'occupent..."

Bruno d'Agay

Né à Besançon le 7 novembre 1722, **François Marie Bruno d'AGAY** appartient à une vieille famille comtoise anoblie en 1464, dont plusieurs membres avaient fait carrière dans la magistrature. (voir doc. 2 : généalogie des d'AGAY).

Avocat général au **Parlement de Besançon** en 1747, Bruno d'Agay devient **Maître des Requêtes** en 1759, Président au Grand Conseil en 1764, **Intendant de Bretagne** en 1767. C'est le 29 novembre 1771 qu'il est nommé **Intendant de Picardie**, poste qu'il occupe jusqu'à la suppression de l'Intendance en 1789-1790. Retiré des affaires, il meurt en 1805. C'est là un cursus relativement traditionnel dans lequel il faut cependant souligner la longueur exceptionnelle du séjour à Amiens.

Homme des Lumières, Bruno d'AGAY s'est intéressé à tout. Ouvert aux progrès de toute nature il s'est attaché à développer l'agriculture et l'industrie de sa généralité, encourageant les "Sciences et les Arts" dans toutes les acceptations de ces termes. Homme de coeur, il s'attacha à soulager les populations auxquelles il procura aide matérielle et morale. Il s'occupa avec passion des routes et surtout des canaux dont il souligna l'intérêt en 1782 dans un "**Discours sur les Avantages de la Navigation Intérieure**". Profondément attaché à sa province, il joua un rôle d'arbitre entre les exigences centralisatrices de Versailles et les intérêts particuliers de ses administrés dont il semble avoir su conquérir, et conserver pendant 18 ans, l'affection et l'estime, comme le montrent les deux exemples ci-dessous, témoins d'une certaine qualité de relations.



FRANÇOIS MARIE BRUNO,
COMTE D'AGAY,
Intendant de Picardie.

Virtuti, iustitia, humanitati, Civitas Sanquintinensis offerebat.
1786.

Bruno d'Agay et sa province

En 1786, Bruno d'AGAY avait failli succomber à une grave maladie. Pour célébrer sa guérison, la ville de Saint-Quentin, qui ressortait de la généralité d'Amiens, avait fait graver un portrait de l'Intendant (voir document 1), sous lequel on pouvait lire ce quatrain :

"D'un tendre ami du Peuple éterniser l'image,
C'est rendre à la vertu le plus touchant hommage,
Le sort cruel est prêt à lui ravir le jour,
Mais le ciel attendri le rend à notre amour".

Le 17 novembre 1787, Bruno d'AGAY prononce, comme Commissaire du Roi, un discours à l'ouverture de la première session de l'**Assemblée Provinciale de Picardie**. C'est presque une sorte de testament politique. Nous en retiendrons trois courtes citations :

"... le bonheur de cette province sera la plus précieuse récompense de mes anciens travaux..."

"... un attachement qui ne s'éteindra qu'avec les derniers sentimens de ma vie".

"... le tendre intérêt de la reconnaissance qui m'attache inviolablement à cette province".

Quelques éléments bibliographiques

1. M. MARION. "Dictionnaire des Institutions de la France. XVII e - XVIIIe s." Paris, Picard, 1984. (réimpression de l'édition de 1923).
2. Annales du CRDP. "Illustrations Picardes" n° 3. "Bruno d'AGAY, Intendant de Picardie 1771-1790" par J.M. DECONINCK. Amiens, 1965.
3. BOYER DE SAINTE SUZANNE. "Les Intendants de la généralité d'Amiens (Picardie et Artois)", Paris, Paul Dupont, 1865.
4. G. DURAND. "Inventaire sommaire des Archives Départementales antérieures à 1790". Somme, Tomes II et III, série C. Administrations Provinciales. Amiens, 1888-1892.

Cet ouvrage, consultable à la salle de lecture des Archives Départementales, analyse, souvent de façon détaillée, le contenu des liasses de la série. On y trouvera de nombreux témoignages de l'activité de Bruno d'Agay.

226. Le Contrôleur Général

M.

Le 6. 9^e. 1772.



N^o. 226. Vieux Batiment. — Le logement qu'il occupe à l'Union l'envoie
n'appartient pas au en quelques Corps de Vieille Batiment dont
Rox n'a la ville; on n'a pas prédecesseur. On fait à grande fraude
en paye la foye aux propres. — Il est fort inconmode. Je me déterminerois
l'opendant à Continuer des Habits si Celle
Vieille Batiment, qui ne sont plus susceptibles
d'être reparée, n'Excluoitent ^{les} de toute a part
et n'étoient dans un état à faire craindre
quelque accident funeste; Il sera dit peu
fallu, à la fin d'avois demandé ^{que} que
moi et ma maison nous n'y soyez pas les
victimes de la vicieuse situation de ce Local.
Mais si j'aurai mal logé à nos bureaux
le pourraient bien dévantage offerte —
D'Empacement on a été obligé de les établir

⁴ AGAY (p'), ancienne Noblesse de Franche-Comté, subfiancée aujourd'hui en deux branches. Elle s'est toujours distinguée & soutenue avec éclat dans l'Epée & la Robe, & est admise dans les Chapitres nobles de cette Province, où l'on exige la preuve de seize quartiers.

I. HUGUES D'AGAY, Écuyer, Seigneur de la Tour-de-Laubespain, Officier de PHILIPPE, dit LE Bon, Duc de Bourgogne, en 1463, fut nommé du Conseil de ce même Duc par Lettres du 3 Juin de ladite année. Il ayant épousé Sibille Vincent, fille de Jean Vincent, Maitre des Requêtes des Ducs de Bourgogne, dont :

1. JEAN, qui fut;
2. Autre JEAN, pourvu de la dignité d'Aumônier au Chapitre noble de Gigny en Franche-Comté, en 1474;
3. Et HENRI, reçu en 1509, Conseiller au Parlement de Franche-Comté, marié & mort sans postérité.

II. JEAN D'AGAY, 1^{er} du nom, Écuyer, Seigneur de la Tour-de-Laubespain, épousa Louise Annoi, & en eut:

1. JEAN, qui fut;

2. PIERRE, mort sans postérité;

3. Et DENISE, mariée à Renaud de Faulquier.

III. JEAN D'AGAY, II^e du nom, Écuyer, Seigneur de la Tour-de-Laubespain, épousa Charlotte de Crîé, dont:

Guinaldine, qui fut;

Et JEAN, III^e du nom, marié avec Jeanne du

Tartre, de laquelle il eut: SIMON D'AGAY, mort sans postérité de Françoise de Vézoul, sa femme.

IV. GUILLAUME D'AGAY, Écuyer, Seigneur de la Tour-de-Laubespain, épousa Barbe du Tartre, sœur de Jeanne, femme de JEAN D'AGAY, son frère. Il en eut:

BONAVENTURE, qui fut;

Et CLAUDINE, mariée à Guillaume de Sarzin, Seigneur de Saint-Martin.

V. BONAVENTURE D'AGAY, 1^{er} du nom, Écuyer, Seigneur de la Tour-de-Laubespain, mort nommé, en 1619, Gouverneur du Châ

teau de Grimont-sur-Poligny, pour les Archidiucs ALBERT & ISABELLE, & épousa Philiberte Sordet. Leurs enfants furent:

1. ETIENNE, qui fut;
2. ANTOINE, Capitaine d'une Compagnie d'hommes d'armes au service du Roi d'Espagne, tué sur la brèche de Venlo, dans les Pays-Bas, en 1637;
3. Et CHARLOTTE, mariée à Philibert de Bauhoïn.

VI. ETIENNE D'AGAY, Écuyer, Seigneur de la Tour-de-Laubespain, fut reçu en 1655, Procureur-Général du Parlement de Franche-Comté. Il ayant épousé, en 1627, Barbe-Angele de Froyard, dont:

1. BONAVENTURE, qui fut;
2. PHILIPPE-CHARLES, Prieur de Clairvaux & Chanoine de Poligny;
3. FRANÇOIS-NICOLAS, Prieur de Rey & Chanoine d'Arbois;
4. ANTOINE, Chevalier, Capitaine d'une Compagnie d'Arquebusiers à cheval, tué au Siège de Salins en 1674;
5. FERDINAND, auteur de la branche des Seigneurs de Myon, rapportée ci-après;
6. JEANNE-PHILIBERTE, mariée à Claude Gil-labot, écuyer;
7. Et JEANNE GUILLEMETTE, mariée à Hugues de Gabriel, Chevalier.

VII. BONAVENTURE D'AGAY, II^e du nom, Chevalier, Seigneur de la Tour-de-Laubespain, nommé en 1653 Gouverneur du Château de Grimont, & en 1676 Conseiller au Parlement de Franche-Comté, épousa Thérèse-Louise de Laborey, Dame de Byarnez, de laquelle vinrent:

PHILIPPE-JOSEPH-JGRACE, qui fut; Et ETIENNETTE-FRANCINE, mariée à Denis-Grégoire de Pétrémard, Conseiller au Parlement de Franche-Comté.

VIII. PHILIPPE-JIGNACE D'AGAY, Seigneur de Byarnez, reçu Conseiller à la Chambre des Comptes de Franche-Comté épousa, en 1690, JEANNE-Madeleine-Maitrot de Murgny, dont:

VIII. ANTOINE-PHILIBERT D'AGAY, Chevalier, Seigneur de Myon, & du Chef, de la femme, de Villers, Mutigney, Bay, Bémont, &c., d'abord reçu Conseiller au Parlement de Franche-Comté, puis Président à Mortier au

2. JEAN-PROSPER, qui fut;

3. & 4. BARBE-THERÈSE & ANTOINETTE-FRANCINE;

5. & 6. ANNE-JEANNE & JEANNE-MADELEINE, mortes toutes deux Chanoinesses de l'Abbaye noble de Sainte-Claire de Montigny en Dauphiné.

IX. JEAN-PROSPER D'AGAY, Chevalier, Seigneur de Byarnez, Chevalier de Saint-Louis, a épousé, en 1766, Anne-Josephe de Montgenet, « dont une fille née en Avril 1770. »

BRANCHE des Seigneurs de Myon.

X. FERDINAND D'AGAY, Chevalier, fils puîné d'ETIENNE, Seigneur de la Tour-de-Laubespain, & de Barbe-Angèle Froyard, reçu Conseiller au Parlement de Franche-Comté en 1691, mort en 1731, ayant épousé Jeanne-Marie Mercier, qui lui apporta en dot la Terre & Seigneurie de Myon. Il a laissé de son mariage :

1. ANTOINE-PHILIBERT, qui fut;
2. CHARLES-DENIS-FRANÇOIS, Abbé Commendaire de l'Abbaye de Sorez, Vicaire-Général & Archidiacre d'Orléans, ensuite Chanoine de l'Eglise Métropolitaine de Belançon;
3. PHILIPPE-CHARLES, dit M. de Myon, Chevalier, Lieutenant-Colonel du Régiment de Blaïois, Infanterie, en 1716; en 1748, Lieutenant du Roi au fort Griffon de Befanson & Chevalier de Saint-Louis;
4. JEAN-CLAUDE, dit M. Monfaugeon, Chevalier, Lieutenant-Colonel du Régiment Dauphin, Infanterie, & Chevalier de Saint-Louis;
5. Luc, dit le Chevalier d'Agay, Chevalier de Saint-Louis, Capitaine au Régiment Guienne, Infanterie, Major de la ville de Colmar, en 1752;

6. & 7. Deux filles Religieuses.
8. ANTOINE-PHILIBERT D'AGAY, Chevalier, Seigneur de Myon, & du Chef, de la femme, de Villers, Mutigney, Bay, Bémont, &c., d'abord reçu Conseiller au Parlement de Franche-Comté, puis Président à Mortier au

même Parlement, en 1744, mort en 1766, ayant épousé Anne-Jgnace de Boitoujet-d'Epernay, de laquelle sont nés:

1. MARIE-FRANÇOIS-Bruno, qui fut;
2. PHILIPPE-JOSEPH-François, Prieur, Commanditaire des Prieurés de Heauville & de Clairvaux, Chanoine de l'Eglise Métropolitaine de Belançon en 1779;
3. JEAN-GABRIEL, Chanoine du Chapitre Noble & Cathédrale de Saint-Claude, & Vicaire-Général du Diocèse d'Autun en 1779, nommé par le Roi le 28 Juillet 1779; Coadjuteur de l'Evêché de Perpignan;
4. MARGUERITE-FRANÇOISE-BERNARDINE, mariée en 1748 à Claude-François-Joseph de Montgenet, Chevalier, Seigneur de la Roche Montigny, & Cie;

5. & 6. LOUISE-FERDINASDE & JEANNE-FRANÇOISE-Ursule, mortes toutes deux Chanoinesses de Lons-le-Sauvage, la dernière en 1740.
- IX. MARIE-FRANÇOIS-BRUNO D'AGAY, Chevalier, Seigneur de Myon, de Villers & de Mutigney, créé Comte d'Agay, par Lettres Patentes de l'an 1766, reçu d'abord Avocat-Général au Parlement de Franche-Comté, en 1749, Maître des Requêtes en 1759, Président au Grand-Conseil en 1765, & Intendant de Bretagne en 1767, a épousé Lotte le Bas-du-Plessis, dont:
1. ANTOINE-FRANÇOIS-IGNACE, Chevalier;
2. ANTOINE-THERÈSE-JOSEPH, qui a été Mourquaire du Roi dans sa première compagnie;
3. & 4. ANNE-CHARLOTTE-JOSÉPHINE & MARGUERITE-FRANÇOISE-Nicole.

Les armes: d'or, au lion de gueules armé & rampant, au chef d'azur. Supports: deux lions de gueules. Cimier: un lion de même affant du casque, avec une couronne de Marquis. Généalogie dressée sur titres qui nous ont été communiqués.

M. Joly de fleury

Conseil le 3. Mai 1782.

etc,



Le Sr Charles du Castel Conseiller au
Baillage Présidial d'Amiens depuis 1734
a été nommé en 1751 à la subdélégation
d'Amiens par M. L'Aligre alors
Intendant de Picardie qui Commissiona
sa probité son élo et ses Lumières.
Avant cette époque est M. Chauvelin -
Bébecque Secr. d'Aligre, l'avait
Charge de commander la Commission du
Conseil dont il était parfaitement bien
acquitté et gratuitement. Depuis 1751.
Il s'est totalement livré aux affaires de
la subdélégation qui l'empruntait la
Capitale, St. Valery et près de 300.
Paroisses, qu'il a été obligé d'abandonner
ses fonctions de Magistrat, ayant
~~rejoint sa compagnie à Bayeux~~

étoit fort malade. Depuis 1771 que
j'ai été nommé à l'Intendance de
Picardie, j'ai vu qu'il n'étoit pas possible
qu'il sauvât à aucun autre travail
que ceux de la Subdélégation qui sont
considérables.

Dans la Chambre bueue qui lont son
vieux Corps de batiment ; ~~Il~~ il estoit
~~le~~ logement ou y communiquoit une
Galerie fortornine et obscure , Et plus
ne rejoient le jour que pour une petite
Ecurie attenante à un Cul de sac où dont
logea des Gens du Bas peuple qui bûtent
de la biere dont ~~les~~ ^{l'arrache} furent les
Bureaux, n'rent les papier et se-
zpaud dans toute leur appartement.
Un officier qui regis nécessairement dans
Ces Chambres buuees pourrit les papier,
et d'orange sans la Sainte de l'Heil
secretaire . C'est ce qu'en vient d'aprouver
bien ~~l'~~ ^{vivement} le premier secretaire que
j'avois en Bretagne et qui marcha
en Picardie . Il juroit d'une force
robuste ; le mauvais air qu'il respira dans
les Bureaux , lui a cause une maladie
dangerouse dont il a beaucoup de peine à se
rétablir , ~~et~~ ^{et} il a été dans la ville de
l'imposteur dans peinture très fidèle et non
exagérée de ma maison d'Amiens et de
logement de mes Bureaux ;

Lejardin il est cye à plus de 70.
Ave; il connaitre il est infirme,
Je m'apercouit qu'il est quelqu'heure
que malgre son âge il supporte bien
mal le banc l'espérance être assis
au moins deux heures par assis, —
C'est qui n'aurez infirmité sera —
Correspondance. Il le sent bien lui
même, et comme il est son aise il —
me engage, etc, d'offrir pour lui —
une pension de retraite qui déterminera
ce qu'il sera à ses dépens et bon
service. Lorsqu'il fuit monnaie ce
lafubédection est régler de ce r

Du 11 octobre, Secours qui avait
eu une bouteille de vin et de la viande
comme lui connait faire retrouvez
comme il vieillisse et l'infirmité
est plus prononcée de 1200. que j'aurai
une ferme aussi long temz que l'autre
J'ai acheté 140, le vin et la viande
des instruments de travail bientôt
au Dr. Du Castel le même montant
retrouvé de 1200. Je suis fort extrêmement
occupé. J'ai un excellent sujet
en vue pour votre rapporter.

J'espire avec beaucoup de respect

V.L

Circulaire à m^{es} les
15 Subdélégués

le 1^{er} mai 1776.

M^r Du Costet 3 exemplaires
Lebel 2.
Moutier 2.
Baudouin 2.
Faville 2.
Gillebroux 2.
Cochin 1.
Lambotte 1.
D'Albigny 1.
Desvaux 1.
Delvigne 1.
Mouigny 1.
Mettre 2.
Duflot 1.
Garnier 1.
23.

Vous trouverez ci joint Monsieur 2... exemplaires d'une méthode éprouvée pour le traitement de la rage. Le Roy a ordonné qu'on la rendit publique afin que ceux qui seroient attaqués de cette maladie pussent se garantir des effets terribles qui en sont la suite. Je vous prie de faire connoître cette méthode aux médecins et chirurgiens de votre subdélégation, de prendre les mesures nécessaires pour en assurer le succès et de porter les secours convenables à ceux qui pourroient être dans le cas d'en avoir besoin. Vous aurés l'attention de m'informer sur le champs de tout ce qui se passera à ce sujet.

Je s t P M

doc. 5

Transcription :

Circulaire à Mrs les
15 Subdélégués

le 1er mai 1776

3
Vous trouverés ci joint Monsieur 2 ... exemplaires d'une méthode éprouvée pour le traitement de la rage. Le Roy a ordonné qu'on la rendit publique afin que ceux qui seroient attaqués de cette maladie pussent se garantir des effets terribles qui en sont la suite. Je vous prie de faire connoître cette méthode aux médecins et chirurgiens de votre subdélégation, de prendre les mesures nécessaires pour en assurer le succès et de porter les secours convenables à ceux qui pourroient être dans le cas d'en avoir besoin. Vous aurés l'attention de m'informer sur le champs de tout ce qui se passera à ce sujet.

Je s t P M

Paris le 8. 9. 1781.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous
m'avez fait l'honneur de m'écrire le 5. de
ce mois, par laquelle vous m'informez que
les courriers de la malle d'Amiens à Paris
ont été arrêtés par un particulier qui a
volé l'un d'eux. Je ne puis qu'aprouver les
ordres que vous avez donné aux brigades
de Marchaînée de votre Généralité pour
prévenir, s'il est possible, de semblables
accidents, en faisant des courses particulièrement
aux heures du passage des courriers.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère
attachement, Monsieur, Votre très hume
et très obéissant serviteur,

J. M. Dufay



Versailles le 20. février 1777

Méridicité

Le 20. février 1777

Intendance

Je suis instruit, Monsieur, que malgré les ordres que vous avez donné pour les captures des Mendians et vagabonds il se répand encore beaucoup dans les villes et dans les campagnes. Je ne m'étonnerai pas si la nécessité de suivre l'opération de la Méridicité avec toute la vigueur qu'elle exige, je me contenterai seulement de vous rappeler la lettre que M. De Clugy vous a écrite et dans laquelle il vous fait part de l'attention du Roi à ce sujet. Je vous prie en conséquence de vouloir bien surveiller l'attention et le zèle des brigades de Marechaussée de votre Département sur ce service et de leur donner des ordres précis de l'occupation avec la plus grande exactitude de la recherche et captures de tous vagabonds et Mendians qui peuvent se retrouver dans leur District.

Si les fonds que vous avez avoté disposition relativement à l'opération de la Méridicité sont insuffisants, d'après l'avis que vous me donnerez jaurai soin d'y pourvoir en vous assignant ceux qui vous seront nécessaires.

Je suis très parfaitement, Monsieur, votif très humble et très obéissant serviteur.

G. Fourcier

Le Coctin

Le 18 Juillet 1772.

J'ai reçu avec la lettre que vous m'avez fait
l'honneur de me dire le 12. Juillet de
me Reqt., par laquelle le Sr Corbeau
Demande qu'il lui soit permis de faire
Construire un moulin à vent sur un
Terrain à lui appartenant, et faisant
partie du fief de saillans relevant de
sa Majesté, aux offres d'une redevance
Annuelle de 12. poix d'avis de vassalité
de Ce moulin qu'il desire tenir en fief,
Comme le Terrain qu'il possède il sera
Construit.

Suivant les Éclaircissements que j'ame
suivie procure suivi cette demande, il pourra
O/N, quelle peut être accordée, sans qu'il
en résulte aucun inconvenient.

Il est d'ailleurs, Content qu'un seul moulin
à vent qui est sujet à Chommer souvent
est insuffisant, pour moudre tout le blé
nécessaire à la consommation d'une paroisse
aussi considérable que celle d'Eschiby
qui est composée de 233. foyaux,





Yerrour envoye, à Monsieur,
un planct de Pierre Dufouw
marchand teinturier de la
ville d'Amiens. On voit prou
son expressé que l'art de la
teinture est totalement
négligé dans une fabrique
qui emploie des soies bâtrées
en toutes sortes de couleurs,
que les fabricans sont obligés
de faire venir à Paris ou
Lyon toutes les soies qu'ils
ouvrent, et que le transport
de ces matières, leur retard
et souvent l'altération des
couleurs arrêtent l'activité
de la fabrication.

Pour faire cette cer
inconvenienc le S. Dufouw
propose l'établissement d'une
teinture en bon et petit
teint. il prétend en connoître
les procédés et avoir déjà
fait des étais qui ont

beaucoup sur la solidité et l'éclat
de la peinture.

Cependant le Sr. Dufour
nemettant aucun doute
dans le succès de son procédé,
je crois qu'il servira à propos de
faire un essai capable de bien
d'établir ou la perfection
ou la défectuosité de sa
peinture. Ainsi, Monsieur,
vous voudrez bien choisir des
personnes de l'art pour procéder
à cette épreuve, et me mandez
ensuite le résultat de leurs
opérations.

Je suis très parfaitement
Monsieur Votre très humble
et très obéissant serviteur.

Turgot

parfaitement réussi. Comme
son entreprise est dénaturée
à exiger des évasions considérables,
et qu'elle présente des avantages
pour la fabrique d'ameublement,
il seroit fondé à demander
au gouvernement quelques-
secours.

S'il avoit effectivement le
secret de donner à la soye
la même couleur et la
même lustre qu'elle reçoit
à Paris et à Lyon il n'est
par douteux que cet artiste
introduiroit dans cette fabrique
une branche d'industrie très
précieuse. Mais il faut
observer qu'on ne sauroit en-
jurer la vérité du petit émir.
On a fait depuis longtemps
de prévailles tentatives en
plusieurs endroits du royaume.
Leur étranger même n'a rien
négligé pour atteindre à la
perfection de la teinture de ces
deux villes. S'il n'y a pas
parce aussi c'est par la raison
que la qualité des eaux influ-

*EXTRAIT des Registres de l'Académie des Sciences,
Belles-Lettres & Arts d'Amiens,*

Du 26 Août 1782.

L'ACADEMIE considérant que l'éloquent Discours que M. D'AGAY, Intendant de la Province, & Honoraire de l'Académie, prononcé hier à l'ouverture de la Séance publique, sur les Avantages de la Navigation intérieure pour tous les Peuples anciens & modernes, & pour la France en particulier, présente le tableau le plus vaste & le mieux rapproché de toutes les Navigations intérieures jusqu'à ce jour : qu'il annonce les grandes vues de l'Homme d'Etat, les connaissances les plus étendues & le zèle le plus éclairé pour le bien général du Royaume & le bonheur particulier de cette Province, a arrêté que M. D'AGAY servit près de le faire imprimer. Elle a pensé que rien n'était plus propre que ce bel Ouvrage, pour faire connaître à toute la France, & même aux autres Peuples, combien sont avantageux & honorables les travaux qui s'exécutent ou sont projetés, pour faciliter la Navigation dans le Royaume, & particulièrement dans cette Province, & combien sont grandes & bienfaisantes les vues du Gouvernement qui s'en occupe. Ce Discours d'ailleurs lui a paru fait sur-tout pour donner aux esprits non prévenus, une juste idée du Canal souterrain, monument admirable qui doit opérer, dans cette Province, la communication des Mers par la jonction de la Somme avec l'Escaut, & qui a été honoré de la visite & du suffrage d'un des plus illustres Souverains de l'Europe. Signé, BARON, Secrétaire perpétuel de l'Académie.

Au bas de l'ordre d'Amiens de
Picardie, le présent état fut déposé
faute peu l'Ancien et l'envoi au
Comté de Picardie pour faire le moins de
troublent au tout et Juin 1781. ensemble
une feuille particulière des d. dépenses
y mentionnée.



Y a été ordonné au Comte de l'Académie
de Picardie de l'Ancien et Nouveau Canal
de Picardie, Depayez le Somme. le
7647.18.1. au profit
d'une commune dans les villes, feillée, et
pour leur service y mentionnée.
Qui fut assent la b. commun. 7647.18.1.
sera payée et illoince en dépense d'une
le Compte où l. S. de L. en —
l'important le présent étoiles dites
feuille étaient quittances. j'ait le
21. Juin 1782. f.

un may 4 juillet

Paris le 6 Juillet 1781.

M

M. Le Contrôleur Général, Monsieur
et Chez Confere; viens Dervous avouer que Sa
Majesté avoit bien voulu faire participer, volue?
Généralité pour une somme De 90,000. Paus
la Distribution Des Trois millions destinés à
réparer les malheurs De l'hire; cette somme étoit
d'abord moins considérable; mais le Ministre
a proposé à Sa Majesté de l'augmenter en
considération Des derniers Incendies qui ont eu lieu
Dans trois villages de la Province.



M. Le Contrôleur Général Desire que vous lui
indiquiez Sur le champ, l'emploi, en masse, que
vous vous proposerez D'faire De cette somme De
90,000. C'est à dire quelle portion Derra être employée
en moins imposé, quelle autre en travail des habités
ou De toute autre manière également utile et qui
vous paroîtra plus analogue à la nature de la besoin
ou de tellea perler à réparer.

Lorsque vous aurez a montré au Ministre
cette Division générale, vous voudrez bien, Monsieur et

chez l'onfrière, pour la portion qui Devra être employée
en moins imposé, en faire former les Etats Détaillez
et mela envoiez dans la forme ordinaire pour que
cette Distribution puisse être autorisée par un arrêt Du
Conseil nécéssaire pour la Comptabilité.

À l'égard des fonds qui Devront être employés
en travaux de Charité, je vous prie de faire former
sur le champ, l'Etat des ateliers qu'il sera convenable
d'établir et de me l'envoyer également pour que je
puisse le faire autoriser par le Ministre. Il Devra
en être de même pour toute autre application que
vous jugerez à propos de faire d'une partie de ces fonds
Vous étes entre en correspondance avec M.

M. De la Millière sur un mémoire de
l'administration de l'Hôpital de la Ville
d'Orléans, qui Demançait d'être aidé
pour suffire au besoin d'une foule de
malheureux qui se sont réfugiés dans cet
Hôpital. M. De la Millière m'a fait part
de vos observations et de votre avis, et le Ministre
avec qui j'en ai consacré, a consenti à ce qu'il fut
disposé, en faveur de cet Hôpital, d'une somme

De 1800. Suivi de 9 000. qui viennent D'être
accordé à votre Généralité

J'ai l'honneur D'être avec un sincère
Et Respectueu attachment, et l'Honneur et
Chez l'officere, Votre très humble et très obéi
Obéissant serviteur D'Argentan



A Versailles le 6 Janvier 1780.

M. de Montbarey

Les besoins du service exigeant, Monsieur, qu'il
soit tiré le plus promptement possible, du
Magasin provincial d'Amiens, la quantité
de 1367 Culottes, lesquelles seront emballées
convenablement et remises au Correspondant
du R. Biéry, Commissaire général aux
transports militaires, pour être conduites par
son ordre aux adresses indiquées, pour l'établir
que se trouve ici. Le gardemagasin, reconnaissant
la reconnaissance du dit Correspondant, à laquelle
il me sera envoyé un double.



Je serai heureux d'être avec un parfait
attachement, Monsieur, votre très humble
et très obéissant serviteur,

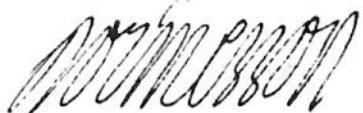
M. de Montbarey

1er may 26 juin

M. l'Am^e 25 juin
Yerrières ce 23 Juin 1783.

S'il vous plaira envoyer à Monsieur,
l'extrait, pour votre Généralité, du brevet général
de l'année prochaine 1784, et je vous prie de vous
occuper, dans délai, de l'état de la répartition
à faire, entre les différentes élections de votre
Généralité, des sommes qui y sont comprises.
Vous voudrez bien pour la rédaction de ce état
vous conformer au modèle que vous avez eû
pour les années précédentes, et madame, ensuite,
et pour la répartition, le plus tôt qu'il vous sera
possible, afin que les communautés puissent être
expédiées sur le champ, et que rien ne vous empêche
de commencer, de bonne heure, ainsi que je le
desire, les opérations du Département.

S'il vous plaira, avec un sincère attachement,
à Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.



À Versailles le 8 Juillet 1782



J'ai reçû, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6 de ce mois, par laquelle vous m'informez de l'arrivée de M. Le Comte et de Mad^e La Comtesse du Nord à Amiens. Je vous remercie des détails que vous avez bien voulu me donner de ce qui s'est passé pendant leur séjour en cette Ville.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère attachement, Monsieur, Votre très humble et très obéissant serviteur,

J. R. Dufresne

M. Cuthoire Maire à Roye

Arrivé le 22 Juillet 1776.

Avant de faire usage, c'est, des Claircierement
que vous m'avez donné pour la demande de
l'Officier Municipal de Roye —
Octroi pour les Vins, Cidre et Biere, pour
remplacer Celui que la Ville
J'ai cru devoir vous prévenir que la réception
de Cet Octroi vient d'être refusée par
l'Arrêt du Conseil dont je vous envoie
Aujourd'hui plusieurs Exemplaires pour
les faire publier et afficher dans votre
Subdélégation. Je vous prie d'assembler
Votre Communauté pour lui faire part de
Cette Circonstance, et pour mettre en
Délégation si la levée de l'^{Ancien} Octroi
ne doit pas Engager les officiers Municipaux
à retirer la demande qu'ils ont faite
pour obtenir par forme de remplacement
un octroi pour les Boissons. Vous
me rappellerez, S.V.p., un extrait de l'Arrêt
avec vos observations particulières et votre avis.
Je.S. C.B, M, v.G^a

Je fais travailler à l'inventaire des titres et papiers déposés dans les archives de l'Intendance afin de remettre à chaque département ceux qui leur seront nécessaires. Ce travail, vu la quantité immense de papier, sera très long et très minutieux. L'on ne perdra pas un instant pour l'abréger autant qu'il sera possible.

J'aurai l'honneur M., de prendre vos ordres sur l'usage à faire des papiers concernant les objets qui ne peuvent intéresser les Directoires, et ceux relatifs à des affaires terminées, ou qui regardent des familles dont l'intérêt exige qu'on ne leur donne aucune publicité.

a hyverstaare der titren en papieren
deponeren dans den archiven de hyverstaad
afin de remettre a chaque departement
ceux qui leur servent necessaires. ce
travail, via ha quaerite gescreuen
en papieren, sera tres long en
tres minutieus. l'on se perdra
pas un instant pour l'abreger
autant qu'il sera possible.

apostel a M. le garde des sceaux
en ce 11 Janvier j'aurai l'honneur d'
exécuter vos ordres. Je vous
expliquerai en détail
les papiers concernant les
objets qui ne peuvent intéresser
les Directoires, et ceux relatifs à
des affaires terminées, ou qui regardent
des familles dont
l'intérêt exige qu'on ne leur
donne aucune publicité

je 18

M

80

M^{me}
Le Garde des Sceaux
Mesme
Guignard
de la Somme du Roi

Le 18-août 1790

doc. 16



M^{me} Largay pour

J'ai reçu successivement les instructions approuvées par le Roy et envoiées aux départemens qui se partagent l'ancienne division de la Picardie. Je reçois aujourd'hui celles adressées au département de la Somme établi au chef lieu de la Généralité. Cette époque est celle de la cessation de mes fonctions : j'ai l'honneur de vous en informer et de vous suplier M., d'être auprès du Roy l'organe de ma respectueuse soumission à ses ordres et de l'empressement que je mettrai dans tous les tems à me rendre ^{rendre} ~~digne~~ ^{de} des bontés de Sa Majesté. Permettez moi de réclamer les votres pour moi et pour mon fils qui, depuis cinq ans étoient associés aux travaux de mon administration qu'il suivoit avec le même zèle que j'y ay apporté moi même depuis vingt trois ans que j'ai été nommé à l'intendance de Bretagne.

Je suis, M., très travailles

Transcription

M.

J'ai reçu successivement les instructions approuvées par le Roy et envoiées aux départemens qui se partagent l'ancienne division de la Picardie. Je reçois aujourd'hui celles adressées au département de la Somme établi au chef lieu de la Généralité. Cette époque est celle de la cessation de mes fonctions : j'ai l'honneur de vous en informer et de vous suplier M., d'être auprès du Roy l'organe de ma respectueuse soumission à ses ordres et de l'empressement que je mettrai dans tous les tems à me rendre ^{rendre} ~~digne~~ ^{de} des bontés de Sa Majesté. Permettez moi de réclamer les votres pour moi et pour mon fils qui, depuis cinq ans étoient associés aux travaux de mon administration qu'il suivoit avec le même zèle que j'y ay apporté moi même depuis vingt trois ans que j'ai été nommé à l'intendance de Bretagne.

NOTES ET COMPLEMENTS

document 1 : Portrait de François Marie Bruno, Comte d'AGAY. Gravure, 1786. Bibliothèque du Grand Séminaire d'Amiens.

Voir ci-dessus dans notre introduction "Bruno d'AGAY et sa province".

document 2 : Généalogie de la famille d'AGAY, extraite du célèbre "Dictionnaire" de LA CHÈSNAYE DES BOIS. Ce dictionnaire, rédigé pour la première fois au XVIII^e s., comprend de nombreuses généalogies de familles nobles françaises. Plusieurs fois réédité, il est souvent contestable pour l'époque médiévale mais relativement fiable pour l'époque moderne. Il nous a paru intéressant de présenter ici une généalogie élaborée du vivant de Bruno d'Agay. Elle montre bien comment les d'AGAY se partagent entre l'Epée et la Robe, avec, semble-t-il, une préférence pour cette dernière. "Dictionnaire de la Noblesse". 3^e édition. Paris, Schlesinger frères, 1863, Tome 1er.

document 3 : Brouillon de lettre de Bruno d'AGAY au Contrôleur général. 6 novembre 1772. Extraits. A.D. Somme, C 744/1.

L'Intendant de Picardie dresse au Contrôleur général un sombre tableau de sa "maison d'Amiens". Puis il évoque les projets de construction d'une nouvelle Intendance et ajoute :

"... il faut absolument se restreindre au pur nécessaire, en écartant toute idée de magnificence et de grande dépense. Mon objet est donc de me loger bourgeoisement et commodément, et d'établir mes bureaux dans un lieu sain et où les papiers puissent se conserver".

Les projets aboutirent à la construction d'un nouvel hôtel de l'Intendance, dont on peut toujours admirer la belle ordonnance : c'est aujourd'hui l'hôtel de la Préfecture ; bel exemple de continuité dans la destination des bâtiments publics...

document 4 : Les subdélégués. Brouillon de lettre de l'Intendant à M. JOLY de FLEURY, 3 mai 1782. A.D. Somme, C 19/4. Montage.

D'AGAY sollicite une pension de retraite pour son **subdélégué d'Amiens**, Charles DUCASTEL.

Devant l'ampleur de leur tâche, les Intendants s'adjointirent des hommes de confiance, chargés de les représenter dans les principales villes de leur Généralité, de surveiller l'exécution de leurs ordres et de les renseigner sur toutes sortes de domaines. (cf. dictionnaire de Marion). L'un d'eux est évoqué ici par son patron : qualités, étendue du travail, longévité dans le poste, mais aussi défaillances dues au grand âge.

document 5 : La santé publique. Circulaire aux Subdélégués, 1er mai 1776. A.D. Somme, C 47/45.

Cette circulaire du 1er mai 1776, diffusant une méthode de traitement de la rage, reprend, presque mot pour mot, **une lettre de TURGOT** adressée de Versailles, le 27 avril 1776, à B. d'AGAY, et reçue à Amiens le 29. Voilà une affaire rondement menée !

Ce document donne un bon éclairage sur le fonctionnement de l'administration française de l'époque et présente la liste des 15 subdélégués picards, dont nous donnons ci-dessous le ressort et les dates d'exercice:

DUCASTEL	Amiens	1751-1782	LA BORIE	Albert	1773-1781
LE BEL	Abbeville	1776-1777	DERVELOY	Grandvilliers	1753-1782
MARTINOT	Montdidier	1736-1779	LEVAVASSEUR	Breteuil	1751-1790
LE SENNE	Doullens	1757-1785	DUBRUN	Saint-Valery	1776-1790
FIEVILLE	Péronne	1765-1790	MONSIGNY	Montreuil	1759-1777
VILLECHOLLES	Saint-Quentin	1753-1780	BELTERRE	Calais	1753-1790
CATHOIRE	Roye	1776-1790	GARNIER	Ardres	1762-1788

document 6 : Répression de la mendicité. Lettre de TABOUREAU à Bruno d'AGAY. Versailles, 10 février 1777. A.D. Somme, C 33/5

C'est la fonction policière de l'Intendant qui apparaît ici ; il a mission de "donner des ordres précis" à la **Maréchaussée**. Cette responsabilité du maintien de l'ordre, au sens le plus large, ressort également du document suivant.

document 7 : Sécurité sur les routes. Lettre de JOLY de FLEURY à B. D'AGAY 8 novembre 1781. A.D. Somme, C 1199/7

Pour plus de détails sur les routes et les Intendants, on se reportera à la **publication commune aux 3 Services Educatifs de Picardie sur les routes et chemins au XVIIIe s.** (Sous presse au C.R.D.P.).

document 8 : Avis sur la construction d'un moulin à EPEHY. Lettre de B. d'AGAY à M. COCHIN. 18 juillet 1772. A.D. Somme, C 1225/8. Extraits

A propos d'une affaire de droits seigneuriaux, l'Intendant montre son souci **d'assurer le bon ravitaillement en farine** des populations.

233 feux représentaient environ un millier d'habitants.

document 9 : L'Industrie. Lettre de TURGOT à B. d'AGAY. Versailles, 9 juillet 1775. A.D. Somme, C 337/1

Le Ministre demande à l'Intendant de faire effectuer des **essais de teinture sur soie**, afin de vérifier l'efficacité des procédés mis au point par Pierre Dufour, marchand teinturier d'Amiens, qui souhaite créer un établissement à cet effet dans la ville. C'est une enquête avant **attribution éventuelle de subvention**. ("quelques secours").

document 13 : L'Intendant et les fournitures militaires.

Lettre du Prince de MONTBAREY à B. d'AGAY. Versailles, 6 janvier 1780. A.D. Somme, C 1273/24.

L'Intendant doit veiller à l'approvisionnement en uniformes des armées par le magasin provincial.

document 14 : La tutelle des municipalités. Brouillon de lettre de B. d'AGAY à CATHOIRE, Maire de ROYE.

La ville de Roye tirait une partie de ses revenus de divers droits d'octroi sur les marchandises. Mais elle n'était pas maîtresse de créer ou supprimer ces octrois. Tout passait par l'Intendance.

document 15 : L'Intendant, informateur officiel.

Lettre de JOLY de FLEURY à B. d'AGAY. Versailles, 8 juillet 1782. A.D. Somme, C 806/11.

Il s'agit de la visite incognito de Joseph II, empereur et frère de la reine Marie-Antoinette, à Amiens.

document 16 : La fin de l'Intendance. Brouillon de la **lettre de B. D'AGAY aux ministres**, leur annonçant la **cessation de ses fonctions**. 18 août 1790. A.D. Somme, C 8/1

La **division** de la France en **départements** par l'**Assemblée Constituante** se met en place en 1790. La passation des pouvoirs entre la vieille administration royale et les nouveaux cadres semble s'effectuer en douceur en Picardie. L'ancienne province est partagée entre plusieurs départements: **le Pas-de-Calais, l'Aisne, l'Oise et enfin la Somme**. En août 1790, il ne reste plus à Bruno d'AGAY qu'à partager les archives de l'Intendance...

Son fils lui avait été associé comme Intendant adjoint quand il avait eu son grave accident de santé en 1786.

On admirera la magnifique écriture de la lettre. Quelques difficultés de lecture peuvent être rapidement écartées : la graphie très variée du s notamment. Ce n'est évidemment pas Turgot qui a écrit le texte de sa main, mais un secrétaire. Seule la signature est autographe.

Pour des raisons de taille du document on a dû supprimer l'en-tête de la lettre avec la date.

document 10 : Le Canal de Picardie. "Discours sur les Avantages de la Navigation intérieure..." prononcé par Bruno d'AGAY devant l'Académie d'Amiens, et publié à la demande de celle-ci. Extrait, imprimé en tête du Discours, des registres de l'Académie. A.D. Somme, D 151

Règlement des dépenses faites pour le Canal de Picardie. Ordonnance de payement pour Juillet, Août et Septembre 1782. A.D. Somme, C 1435/25.

Les canaux, comme les routes ont été l'une des grandes préoccupations de Bruno d'Agay. Il s'attacha à la poursuite des travaux du Canal de Picardie (aujourd'hui Canal de St Quentin) et fit canaliser la Somme. Dans son discours d'ouverture de l'Assemblée Provinciale, il revient avec insistance sur cet aspect de son oeuvre et le prolongement qu'il faudra lui donner.

document 11 : Attribution à la Généralité d'Amiens d'une subvention de 90 000 Livres destinées à soulager la misère des populations. Lettre de VERGENNES à Bruno d'AGAY. Paris, 6 juillet 1784. A.D. Somme, C 1544/10

C'est à l'Intendant de proposer une répartition de la somme allouée entre divers postes : réductions d'impôts, ateliers de charité, hôpitaux, etc...

document 12 : La répartition de la taille

Lettre de D'ORMESSON à B. d'AGAY. Versailles, 23 juin 1783. A.D. Somme, C 1130/2.

L'Intendant est responsable de la répartition entre les Elections et les paroisses de sa province du montant de l'impôt fixé par le roi pour sa généralité.

le brevet général : le roi en son Conseil fixe le montant de la taille et autres impositions annexes pour chaque province.

les élections : ce sont des subdivisions financières et fiscales des généralités. Elles sont le siège d'un tribunal subalterne, compétent en matière d'impôts.

le département : c'est la répartition de l'impôt entre les paroisses, unités fiscales.

QUELQUES INDICATIONS BIOGRAPHIQUES

(SUR LES PRINCIPAUX PERSONNAGES MIS
EN JEU DANS LES DOCUMENTS)

D'ALIGRE DE BOISLANDRY (Etienne Jean François Marie) 1717-1757.

Conseiller au Parlement de Paris (1740), Maître des Requêtes (1742),
Président au Grand Conseil (1749), Intendant d'Auch et de Béarn
(1749), **Intendant d'Amiens (1751-1754).**

CHAUMONT DE LA MILLIERE (Antoine Louis) 1746-1803

Maître des requêtes (1769), Intendant des Ponts et Chaussées (1781),
Intendant du Département des Ponts et Chaussées et Hôpitaux du Royaume (1784), Intendant des Finances (1787).

CHAUVELIN DE BEAUSEJOUR (Jacques Bernard) 1701-1767

Conseiller au Parlement de Paris (1725), Maître des Requêtes (1728),
Intendant d'Amiens (1731), Intendant des Finances (1751).

CLUGNY DE NUITS (Jean Etienne Bernard de) 1729-1776

Conseiller au Parlement de Dijon (1748), Intendant des Iles-sous-le-Vent (1760), Intendant de la Marine (1764), Maître des Requêtes (1764), Intendant général de la Marine et des Colonies (1770), Intendant de Roussillon (1774), Intendant de Bordeaux (1775), **Contrôleur général des Finances (1776).**

COCHIN (Augustin Henry) 1730-1784

Conseiller au Parlement de Paris (1750), **Intendant des Finances (1767).**

GRAVIER DE VERGENNES (Charles Bonaventure)

Maître des Requêtes (1777). Neveu du ministre de Louis XVI.

GUIGNARD DE SAINT-PRIEST (Guillaume Emmanuel) 1735-1821

Ambassadeur à Constantinople (1767), en Hollande (1787), **Secrétaire d'Etat à la Maison du Roi (1789).**

JOLY DE FLEURY (Jean François) 1718-1802

Conseiller au Parlement (1741), Maître des Requêtes (1743), Président au Grand Conseil de Paris (1745), Intendant de Bourgogne (1749), Conseiller d'Etat (1767), "Administateur général des Finances" (1781-1783).

LA TOUR DU PIN (Jean Frédéric de) 1727-1794

Député, **Secrétaire d'Etat à la guerre (1789-1790).**

LEFEVRE D'ORMESSON (Henry François de Paule) **1751-1808**
Conseiller au Parlement de Paris (1768), Maître des Requêtes (1770),
Contrôleur général des Finances (1783).

MONTBAREY (Alexandre Marie Léonor, Prince de) **1732-1796**
Officier Général (1761), Directeur à la guerre (1776), **Secrétaire d'Etat à la guerre** (1777).

NECKER (Jacques) **1732-1804**
Banquier, Directeur général du Trésor (1776), Directeur général des Finances (1777 puis 1788), puis **Ministre** (1789-1790).

TABOUREAUX des REAUX (Louis Gabriel) **1718-1782**
Conseiller au Parlement de Paris (1740), Maître des Requêtes (1757),
Président au Grand Conseil (1757), Intendant de Hainaut (1764),
Contrôleur général des Finances (1776-1777).

TURGOT DE BRUCOURT (Anne Robert Jacques) **1727-1781**
Conseiller au Parlement de Paris (1752), Maître des Requêtes (1753),
Intendant de Limoges (1761), Secrétaire d'Etat à la Marine (1774),
Contrôleur général des Finances (1774-1776), Surintendant général des Postes (1775).

CRDP D'AMIENS

45, rue Saint Leu - 80000 Amiens

Imprimé en France
au CRDP, en février 1986

Dépôt légal imprimeur : 1er trimestre 1986
Dépôt légal éditeur : 1er trimestre 1986

Le Directeur de la Publication : L. BALADIER

